

Francophonie

Feu vert ^{23 36} au Sommet ^Q

- Johnson y voit une réussite du « beau risque »
- Mulroney se défend de favoriser l'élection du PQ

■ OTTAWA — Les premiers ministres Brian Mulroney et Pierre Marc Johnson ont confirmé hier la conclusion d'une

MAURICE JANNARD
de notre bureau d'Ottawa

entente Ottawa-Québec sur la participation du gouvernement québécois à un premier Sommet de la francophonie prévu à Paris au début de 1986.

C'est M. Pierre Marc Johnson qui a pris l'initiative de cette confirmation dès 6h hier matin, peu avant son départ de l'aéroport de l'Ancienne-Lorette en direction de la Gaspésie.

« C'est un pas extrêmement important pour le Québec », a déclaré le premier ministre, qui a répondu par l'affirmative lorsqu'on lui a demandé s'il voyait là une réussite du « beau risque » fédéral.

Quatre heures plus tard, le premier ministre canadien, M. Brian Mulroney, confirmait à son tour la conclusion de cette entente, mais refusait d'y voir un appui implicite de son gouvernement à la campagne électorale du PQ.

« On ne s'immisce nullement dans les élections au Québec », a-t-il déclaré. Il a rappelé que son parti avait joui de l'appui des militants des deux principaux partis provinciaux aux dernières élections fédérales. C'est une neutralité impeccable que je conserve comme Québécois et comme Canadien dans le processus électoral », a-t-il dit.

M. Mulroney a expliqué que les négociations sur le Sommet duraient depuis plusieurs années et que le gouvernement conservateur les a hâtées il y a six mois afin de mettre un terme à une vieille querelle.

« Nous sommes en négociations également sur d'autres dossiers et les annonces se feront au moment où les accords seront prêts », a-t-il dit, laissant entendre que d'autres projets

conjointes avec le Québec pourraient être annoncés dans les prochaines semaines.

M. Pierre Marc Johnson a soutenu de son côté qu'il était devenu urgent pour le Québec d'en venir à une telle entente avec le gouvernement fédéral. Depuis plus de dix ans que la question revenait périodiquement, il avait été impossible, a-t-il dit en substance, de faire admettre au gouvernement fédéral précédent la légitimité de la présence québécoise au Sommet de la francophonie.

Selon lui, l'accord respecte la volonté commune d'apporter une contribution substantielle et originale à ce premier Sommet des chefs d'État et de gouvernement francophones. Il reconnaît la place particulière du Québec dans cet ensemble tout en respectant les responsabilités respectives. Enfin, il montre le souci d'une concertation permanente des deux gouvernements, tant pour la préparation que pendant le déroulement du Sommet.

« L'entente traduit une idée maîtresse pour le Québec: les intérêts fondamentaux et distincts du peuple québécois dans la francophonie seront assurés au plus haut niveau par le premier ministre du Québec », a dit M. Johnson.

Plus important encore à ses yeux, « pour la première fois, le premier ministre du Québec sera directement invité à participer à une rencontre internationale du plus haut niveau pour y faire valoir sans intermédiaire les intérêts du Québec », a-t-il dit.

L'entente spécifie que le premier Sommet de la francophonie, qui aura lieu à Paris au début de l'an prochain, sera divisé en deux parties. La première traitera des questions d'économie internationale et le premier ministre québécois pourra être assis à côté de M. Mulroney en tant qu'observateur. Sur approbation du chef fédéral, il pourra prendre la parole.

La délégation québécoise sera désignée sous le nom officiel de « Canada-Québec » et elle aura droit à son drapeau.

Durant la deuxième tranche du Sommet, où il sera question de coopération et de développement, le Québec aura le même statut que celui qui lui est conféré au sein de l'Agence de coopération technique et culturelle.

Le chef conservateur espère conclure un accord semblable avec le gouvernement du Nouveau-Brunswick.

On a par ailleurs appris hier que M. Brian Mulroney aura un entretien préparatoire à ce Sommet avec le président Mitterrand, à Bruxelles le 21 novembre lorsque les chefs de l'OTAN se rencontreront pour entendre le rapport du président américain Ronald Reagan à la suite de sa réunion avec le numéro un soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev, à Genève.

M. Mulroney a accueilli hier avec un grain de sel les critiques de son ex-conseiller Gil Rémillard, devenu candidat libéral qui s'est plaint que l'on ait attendu la campagne électorale pour annoncer l'entente. « De temps à autre des candidats impliqués dans des élections disent des choses qu'il faut mettre dans une certaine perspective », a simplement rappelé le chef conservateur.

À Québec, M. Rémillard a réagi hier aux critiques du PQ qui l'accuse d'avoir manqué à son secret professionnel en dévoilant le premier l'entente sur la francophonie. Il a déclaré ne pas avoir travaillé sur ce dossier lorsqu'il était à l'emploi du gouvernement canadien, et il a soutenu avoir déduit à la lecture des journaux qu'une entente était imminente.